

BOUCS EMISSAIRES, NON ! FONCTIONNAIRES, OUI !

LE 22 MARS,

NOUS, ON SERA LÀ !

Le 1er comité interministériel de la transformation publique s'est réuni le 1er février. Il a pu clarifier et confirmer les orientations inquiétantes du gouvernement concernant l'avenir de la fonction publique. Si celles-ci aboutissent, elles la transformeront en profondeur. Ce serait la fin d'une fonction publique au service de l'intérêt général.

LE MONOLOGUE SOCIAL DU GOUVERNEMENT

La FSU demande depuis des mois des discussions et un réel dialogue social. Elle constate aujourd'hui que, sans qu'il n'y ait eu de réelles concertations avec les organisations syndicales, des décisions seraient déjà prises comme l'objectif d'aller vers une rémunération différenciée, le développement d'un management centré sur l'individualisation ou le recours aux contrats précaires pour « donner davantage de souplesse dans les recrutements ». Ces objectifs constituent une nouvelle attaque en règle contre les conditions d'emploi des agents. Alors que l'ensemble des organisations syndicales produisent un haut niveau d'expertise qu'elles mettent au service du Gouvernement pour que celui-ci puisse prendre des décisions en faveur d'un meilleur rendu de service public et d'une bienveillance des agents, le Gouvernement semble n'écouter que lui-même.

UNE RÉFORME 3.6

Réduire le service public et ses agents à la satisfaction de l'économie financiarisée est inacceptable. Le Gouvernement a promis de diminuer la part de dépenses publiques du PIB de 54,7% à 51,1% alors, afin de raboter ces 3,6%, elle se lance dans un plan de communication et sa traditionnelle sémantique de la « modernisation ». Ne nous y trompons pas c'est un élément de langage qui présente le recul de la présence publique sur les territoires et la précarisation des agents comme un progrès social et une plus grande efficacité des services publics. Il est aussi utilisé actuellement pour liquider le statut des cheminots et dépecer la SNCF.

UN IMMENSE PLAN SOCIAL DE 120 000 EMPLOIS ET LE PRÉCARIAT COMME HORIZON

Vouloir supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique avec la numérisation comme argumentation ajoute une touche de mépris à l'affront qui est fait à tous ceux qui œuvrent chaque jour pour le service public. Avec un chômage à 9,4% pour plus de 3,5 millions de personnes qui recherchent un emploi, nous ne doutons pas que la novlangue gouvernementale trouvera les mots pour expliquer à l'opinion publique que cet immense plan social contribuera à lutter contre le chômage...

Au niveau national la FSU propose au contraire depuis des mois un chantier sur les recrutements et les pré-recrutements mais sûrement pas pour aller vers moins d'emplois ni plus de précarité. En effet, la qualité des services publics, la nécessité de leur présence sur l'ensemble du territoire et la défense de l'intérêt général appellent au contraire à créer des emplois qualifiés pérennes et de qualité.

Quant à la question du rendez-vous du printemps sur les rémunérations, la FSU ne se contentera pas d'un simple « point d'étape » mais réaffirme sa demande d'un rendez-vous salarial digne de ce nom, c'est-à-dire une concertation débouchant sur une amélioration significative des salaires pour toutes et tous les agents.

LE TRAIN DES RECULS SOCIAUX

Depuis quelques mois le cortège de mauvaises nouvelles pour les agents publics ne cesse de grandir :

- D'abord le report du PPCR, en plus d'être financièrement pénalisant il est représentatif de la variable d'ajustement qu'est devenu le service public et celles et ceux qui le rendent. Profitant principalement aux femmes le report du passage en catégorie A des travailleurs sociaux atteste une fois de plus du recul de l'égalité homme/femme dans la fonction publique ;
- Ensuite le rétablissement du jour de carence, dont on a démontré à la fois l'injustice et l'inefficacité, sonne comme une mesure symbolique venant pénaliser les fonctionnaires pour satisfaire une opinion publique en perte de repères ;
- Enfin une hausse de la CSG, non totalement compensée pour les agents publics, qui impacte encore davantage leur rémunération...

Il ne manquait plus qu'à s'attaquer à l'essence même de la Fonction Publique : le statut du fonctionnaire avec un afflux de précaires annoncés et une compétition entre agents dans une course folle à la prime. Nous refusons que les fonctionnaires et le service public deviennent conformes aux rêves de prédateurs des acteurs du capital. Le service public appartient à tous ceux qui les utilisent et en premier lieu aux plus précaires et aux plus vulnérables.

BOUCS ÉMISSAIRES, NON ! FONCTIONNAIRES, OUI !

Le 10 octobre 2017, à l'initiative de la FSU l'ensemble des fédérations syndicales de fonctionnaires avaient appelé à un grand mouvement unitaire pour défendre la fonction publique et ses personnels. De nombreux agents avaient rejoint les cortèges FSU et contribué à la réussite de ces temps de grèves et de manifestations.

Le 22 mars 2018, avec 7 fédérations de fonctionnaires, la FSU et son syndicat des territoriaux appellent les agents à s'engager, à se mobiliser pour leur avenir comme pour celui de la fonction publique et pour la défense de leur pouvoir d'achat.

Le **22/03, nous, on sera là !**

...et vous ?



Rassemblements

Carcassonne 14h30 Portail des Jacobins

Narbonne 10h30 Palais du travail